VILLE DE
Châteaubernard

REVUE DE PRESSE

Lundi 10 septembre 2018

SUD OUEST

Charente Libre

La semaine

Woodward, Coupe Davis et Fête de l'Huma

Aujourd'hui

Journées parlementaires LREM à Tours. Le nouveau président de l'Assemblée nationale sera élu.

Université d'été de la Défense, rendez-vous annuel entre armées et politiques à Paris et dans les Yvelines.

Jugement de l'ex-sécrétaire d'Etat Jean-Vincent Placé, poursuivi pour violences et injures à caractère racial lors d'une soirée alcoolisée à Paris.

Ouverture de la 39e session du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, à Genève.

Domain

Sortie très attendue aux Etats-Unis du livre de Bob Woodward (Photo AFP) sur Donald Trump. Le journaliste avait, entre autres, révélé l'affaire du Watergate.

Forum économique organisé par la Russie avec les chefs d'Etat chinois et des deux corées, à Vladivostok.

Début des Jeux équestres mondiaux à Tryon (Etats-Unis).

Mercredi

Emmanuel Macron reçoit le prince héritier du Japon à Versailles dans le cadre du 160e anniversaire des relations diplomatiques entre les deux pays.

Ouverture du Forum économique mondial de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est à Hanoï (Vietnam).

Jeudi

Emmanuel Macron présente le **plan pauvreté.**

Réunion informelle de 13 chefs d'Etat de l'UE, à Riga (Lettonie).

Vendredi

Demi-finales de la Coupe Davis de tennis (Photo AFP) opposant la France et l'Espagne à Villeneuve-d'Ascq.

Début de la Fête de l'Humanité (Photo AFP) à La Courneuve.

60e anniversaire de la rencontre entre le **général de Gaulle et le chancelier allemand de l'époque Adenauer** à Colombey-les-Deux-Eglises.

Samedi

Journées européennes du patrimoine.

Election du président irakien par le nouveau Parlement.

L'infographie

Les cinq métiers de cadres qui ont été les plus augmentés

Top 5 des plus fortes hausses de salaire par domaine

1	Chef de projet webmarketing Digital	↗ + 9,5%
2	Responsable des études Bureau d'études	↗ + 8,6%
3	Ingénieur BTP Bâtiment	↗ + 8,5%
4	Ingénieur de maintenance Exploitation et maintenance	↗ + 8,1%
5	Responsable logistique Logistique et Supply Chain*	↗ + 7,9%

Top 5 des plus fortes hausses de salaire par filière

1	BTP et construction	↗ + 4,2%
2	Informatique et télécoms	↗ + 2,7%
3	Commercial et marketing	↗ + 2,7%
4	Ingénierie et industrie	↗ + 2,6%
5	Comptabilité et finance	↗ + 2,5%

Source : L'Usine Nouvelle, Expectra pour l'année 2018 * gestion de la chaîne logistique

INFOGRAPHIE CL

La cancéro au bord de l'explosion

■ Turbulences en série à l'hôpital ■ La cancérologie est en crise à Girac ■ Conflits de médecins, démissions, fermeture de lits ■ La radiothérapie est au cœur de la tourmente ■ Un air de déjà-vu.

Jean-François BARRÉ
jf.barre@charentelibre.fr

2008. Philippe Lefèvre et Jean-Louis Reynoard portaient ensemble le groupement sur les fonts baptismaux. Aujourd'hui, le torchon brûle. Photo archives Romain Perrocheau

«*C'est un point chaud au cœur d'un brasier plus complexe*». Clairement, c'est le Dr Serge Gabriele, chirurgien au centre clinical et le président du Centre de coordination en cancérologie de la Charente qui le dit, il y a le feu à la maison et le péril dans le service oncologie et radiothérapie de l'hôpital de Girac.

Dix ans après une crise majeure, guerre de tranchées entre le public et le privé autour de la même question, qui avait jeté des patients atterrés et inquiets dans la rue, tous les ingrédients sont de nouveau réunis pour rendre la situation explosive. Seul le contexte a changé. C'est toujours un conflit de personnes qui allume la mèche. Mais le fond de l'histoire n'est plus la rivalité entre public et privé.

Explosive, au point que le Dr Gabriele vient de se fendre d'un courrier au directeur de l'Agence régionale de santé, à Bordeaux, à sa directrice en Charente et au président du réseau Onco Poitou-Charentes. Il s'inquiète pour la structure qu'il préside, dont l'objet principal est aujourd'hui d'assurer la tenue des RCP, les réunions pluridisciplinaires qui doivent décider des traitements.

En observateur avisé, «*lanceur d'alerte avant que les dysfonctionnements produisent des effets sur l'offre de soins et la confiance des patients*», il s'inquiète surtout *des* «relations médicales au sein du service de cancérologie de l'hôpital». Le chef de service, le Dr Jean-Louis Reynoard, médecin radiothérapeute, fraîchement arrivé du centre clinical pour mettre du liant dans le service, est en arrêt maladie. Burn out. Ses relations son exécrables avec l'ancien patron, destitué de sa chefferie, le radiothérapeute Philippe Lefèvre. Le directeur a fermé 12 de ses 18 lits d'hospitalisation. Deux médecins ont démissionné, une troisième, tout juste recrutée semble se demander s'il est judicieux de rester. Deux postes d'oncologue médical et de généraliste ont été ouverts mais pas pourvus. Samedi dernier, un nouvel accélérateur de particule a été livré au Groupement à Girac. Il est en cours d'installation dans la plus grande discrétion... Et l'ARS vient de diligenter une inspection dans le service. Dans l'urgence, les deux oncologues libéraux de la clinique tentent d'absorber le trop-plein. De son côté, la direction de l'hôpital, apparemment à la manœuvre dans la coulisse, se contente d'un communiqué lapidaire pour expliquer que la filière est organisée et que l'organisation est renforcée par une collaboration avec le centre clinical.

> **Je pense qu'il y a quelques têtes à changer. Mais ce sera compliqué.**

Querelles de personnes

C'est sans doute un peu juste pour rassurer. «*Ce n'est plus tenable. Il faut en sortir, et vite.*» C'est l'avis de tous ceux qui gravitent dans le secteur, acteurs ou observateurs de la crise. Parce que l'enjeu est prépondérant. La cancérologie, c'est une spécialité majeure, à risque, sensible. «*Les ingrédients d'une crise telle que celle que l'on a connue en 2008 sont réunis*», alerte Serge Gabriele. «*Les associations et les patients manifestent déjà leurs inquiétudes*» alors même que la confiance, mise mal il y a dix ans avait été reconquise de haute lutte. En colère, Alain Galland, le président de France assos santé, qui représentait déjà les patients en 2008, n'exclut plus de nouvelles manifs de rue. Comme celles qui avaient précédé le règlement de la crise et la mise en place d'un groupement de coopération sanitaire public - privé.

Pendant des années, les choses ont à peu près fonctionné. «*On avance, on a des projets, du matériel et des compétences pour jouer à égalité avec Bordeaux*» s'emporte Nicolas Mathé, radiothérapeute libéral, détenteur de l'autorisation de radiothérapie à l'agence de sûreté nucléaire et dont la société supporte l'essentiel des récents investissements. «*Quoi qu'il arrive il y aura de la radiothérapie à Angoulême. Mais on se met en danger pour des querelles de personnes*».

Photo Anne Kerjean

> **Il est hors de question que l'on perde nos autorisations pour une problématique de médecins.**

Dans la ligne de mire, clairement désigné, le Dr Philippe Lefèvre (lire ci-contre). «*Tout s'est cristallisé autour d'une personne*», estime le Dr Gabriele. «*Si quelqu'un ne se retrouve pas dans les projets, il ne faut pas rester là*», appuie Nicols Mathé.

Le blocage est sérieux. «*Je pense qu'il y a quelques têtes à changer*», persiste Michel Bacquart, le président du conseil de l'Ordre. «*Mais ce sera compliqué*». Il sait lui aussi l'inamovibilité des praticiens hospitaliers dont la nomination ne dépend que du ministère. «*De toute façon, il faut trancher*».

Parce qu'*il est* «inenvisageable de mettre la filière en péril», prévient de son côté Catherine Michel directrice jusqu'à l'été du centre clinical et toujours administrative du groupement. «*Il est hors de question que l'on perde nos autorisations pour une problématique de médecins. Si ça devait persister, on se mettra autour de la table pour trouver un nouveau modèle économique. L'activité est trop importante pour la Charente*» et l'image suffisamment dégradée.

Il s'agit de rassurer les patients inquiets, et, souligne Nicolas Mathé, de «*renouveler les équipes. Il faut du sang neuf et des techniques neuves*»

Même le député Thomas Mesnier, ancien urgentiste à Girac, qui connaît tout le monde et la situation a été mis dans la boucle, destinataire de tous les mails qui s'échangent sur la question. Mais il insiste. «*Pour remettre l'oncologie sur les rails, c'est l'hôpital public qui se doit d'apporter une réponse. mais en tant qu'élu intéressé par ces questions, je serai vigilant pour que l'oncologie ne soit pas menacée*».

De crise en crise

2008. La radiothérapie, c'était à Girac, où était installé le matériel. Les oncologues libéraux du centre clinical y avaient accès, par le biais d'une convention passée avec l'hôpital. jusqu'à ce qu'un conflit les oppose aux radiophysiciens, salariés du public. Il aura fallu plusieurs semaines de drame, de bras de fer pour que soit créé, le 22 juillet 2008 dans la douleur le Groupement Charentais de COopération en Radiothérapie (GCCOR) qui regroupe le Centre Hospitalier d'Angoulême, le Centre Clinical, et la société de médecins libéraux Oncolib Charente.

L'union affichée a permis d'effacer la crise, de permettre des investissements lourds que l'hôpital n'aurait pu supporter seul. Et de redonner confiance aux patients en velléités d'aller se faire soigner ailleurs dans la sérénité. Jusqu'aux soubresauts de fin 2017, qui risquent à nouveau d'entamer la confiance des patients.

Philippe Lefèvre: «On veut me dégager»

Ex-chef de service, protagoniste de la crise de 2008, le Dr Philippe Lefèvre se sait au cœur de la tourmente. «On veut me dégager. Je ne sais pas pourquoi», s'interroge-t-il faussement, pour mieux charger sa direction, «autoritaire. Convoquer un médecin pour le recadrer, écarter les médecins de toute discussion sur l'organisation des services, c'est grave» plaide l'ancien chef de service qui préfère mettre en cause «le vrai problème, la gouvernance hospitalière. Il y a quelques années, l'administration était au service des soignants».

Mais au-delà du discours conciliant, qui dit qu'il est possible de travailler ensemble même s'il y a des divergences et des inimitiés «à partir du moment où il y a un travail d'équipe», la crise semble trop profonde.

Les divergences sont aussi de fond. «Le problème est inhérent au groupement, lâche Philippe Lefèvre. On est concurrentiels. pas complémentaires». Le modèle d'organisation en oncologie à Girac n'est pas celui qu'il défend. Et met les pieds dans le plat, provocateur. «*Je ne sais pas si je paye les suites de 2008, mais le problème de fond, c'est qu'Angoulême est une ville trop petite pour deux centres d'oncologie. Mais l'hôpital et la clinique voulaient garder un pied en oncologie*».

Le médecin n'a pas pour autant l'intention de dégager. Le climat est pesant à l'hôpital. Parce qu'il s'était mis en arrêt maladie à la suite d'un conflit dans le service, il a fait l'objet d'une plainte du président charentais du conseil de l'ordre devant la chambre disciplinaire du conseil régional de l'Ordre «qui m'a blanchi», rappelle-t-il. Dans le même contexte, il a attaqué le président de France Assos Santé Nouvelle-Aquitaine en diffamation. L'audience est prévue en novembre. Les débats devraient largement dépasser le stade de la simple diffamation.

RN 141

Circulation perturbée à La Vigerie

La mise à 2x2 voies de la RN141 se poursuit dans le secteur de La Vigerie et les travaux devraient encore perturber la circulation à Fléac et Saint-Saturnin au cours des prochains jours avec la multiplication des chantiers.

Jusqu'au 28 septembre, une circulation alternée est mise en place de 9 heures à 17 heures en semaine et la largeur des voies est réduite. La route sera cependant dégagée pendant les week-ends et les jours hors chantier, a précisé la préfecture de la Charente.

En parallèle à ce chantier, au pied de la côte Sainte-Barbe à Fléac, jusqu'à mardi 11 septembre, un alternat est en place pour la suppression d'une conduite de gaz par GRDF qui, selon la préfecture, a décelé une fuite sur une vieille canalisation et a décidé de la supprimer.

Climat, la relève est dans la rue

250 personnes ont formé un grand soleil pour le climat, samedi à Angoulême. Familles, ados, pas que les habitués de la lutte écolo. Un événement en plus du millier d'autres qui ont eu lieu en France.

Richard TALLET
rtallet@charentelibre.fr

C'est l'effet papillon. La démission d'un ministre de la transition écologique déclenche un raz de marée humain en France. Maxime, citoyen internaute, propose un événement à Paris. Vanessa Vigier, citoyenne charentaise le relaie à Angoulême. Elle tape à la porte de Charente Nature pour lui donner de l'ampleur. Et à 11 heures samedi, rue Hergé, 250 personnes formaient un grand soleil pour dire l'importance de prendre soin de la planète.

À part pour Notre-Dame-des-Landes, Vanessa Vigier n'était pas une grande revendicatrice. Mais voir Nicolas Hulot pleurer sur sa solitude ministérielle, ça l'a touchée. *«Je voulais lui dire: si, on est là. Et j'espère qu'on va nous entendre»*, se motive l'ex-peintre en bâtiment qui se reconvertit en microfermière en permaculture. *«J'avais besoin de ce retour à la terre»*.

Ils ont fait un gros rayon de soleil humain pour éclairer leurs espoirs d'une société plus soucieuse d'écologie. Photo Quentin Petit

Mobilisées pour un enjeu important

Dans la rue piétonne, on a beaucoup entendu Élodie Boussiquault. Naturaliste à Charente Nature, elle a fait le lien entre l'initiative personnelle de Vanessa Vigier et l'association. Quand elle a présenté le projet aux administrateurs, les vieux militants, qui ont usé le pavé d'Angoulême depuis tant d'années, lui ont confié les clefs. *«Je n'ai pas eu le choix*, rigole-t-elle. *C'est la première fois que j'organise un événement comme ça»*.

Les historiques de la lutte écolo ont de quoi être rassurés sur la relève. Dans les rangs de ces citoyens debout pour sauver leur planète, il y a beaucoup de nouvelles têtes. Perrine, Élodie et Julie, trois copines qui veulent montrer *«qu'on est capable de se mobiliser pour des enjeux aussi importants que le climat»*.

Julie affirme avoir changé son mode de consommation, elle achète en vrac, utilise des sacs en tissu: *«J'essaie de produire le moins de déchets possible»*. Élodie n'achète que le nécessaire *«même en période de soldes»* Elles veulent que ce mouvement change les choses, certaines qu'*«ensemble, on va plus loin»*. Yves s'est fait entraîner par Fanny, sa compagne. *«On a deux enfants, on est là pour eux. On veut leur montrer qu'il faut se bouger pour que les choses avancent»*.

La solution simple de Moira

Moira, 6 ans et demi, est la fille de Pauline. Elle est là *«pour relever les panneaux sur lesquels il y a écrit qu'il ne faut pas polluer. C'est pas bien pour la planète»*. Le problème semble si simple à résoudre quand la solution vient d'un enfant. L'un des panneaux à «relever» porte justement la mention *«Polluer, c'est pas bien»*.

> On est la nouvelle génération, et c'est nous qui allons tout prendre dans le futur.

Hassane et Victor ont 15 ans, ils sont lycéens. Ils ont été biberonnés par des parents militants. Mais s'ils sont là, ce n'est pas uniquement par atavisme familial. *«Oui, on a été sensibilisé par nos parents mais il n'y a pas que ça. On réfléchit aussi. On est la nouvelle génération, et c'est nous qui allons tout prendre dans le futur»*.

Victor explique très bien à quel point la question *«environnementale est liée aux problèmes sociaux et économiques»*. C'est un peu moins naïf que Moira mais l'objectif est le même: *«On veut se faire entendre, que les gens prennent conscience du problème»*.

L'histoire dira si ces nombreuses marches du 8 septembre 2018 auront permis d'entamer la guérison d'une planète atteinte d'une maladie à transmission autosomique. Comme si le gène protecteur de l'environnement était porteur de sa propre destruction. Au point de pousser un ministre convaincu mais seul, à démissionner.

Ça fait le buzz

Le bar Martell au septième ciel

Internet. Le rooftop de l'immeuble Martell fait partie des «Dix bonnes idées pour une rentrée anti-coup de blues» répertoriées par le site internet d'actualités gastronomiques «Kiss my chef»: *«Sur l'unique rooftop de Cognac, le bar Indigo de Martell, tout en haut de la Tour de Gâtebourse, est le parfait endroit pour déguster d'inimitables cocktails à base de cognac, concoctés par Maxime Le Gal,* détaille le site. *À tester, le Martell Blue Swift, à base de sirop de sarrasin, mûre et citron ou encore profiter du lieu pour découvrir la gamme complète des Cognacs Martell.»* Parmi les autres plaisirs de rentrée, «Kiss my chef» propose de fabriquer son propre pastis ou de se faire livrer des glaces au bureau.

Indigo, le bar de Martell, pour prolonger les plaisirs de l'été. Photo CL

■ Depuis quinze jours, les travaux perturbent la circulation sur l'artère cognaçaise
■ Les boutiques du coin en pâtissent plus que prévu ■ Le maire les rencontre ce matin.

Denfert-Rochereau: coup de tabac sur les commerces

Marc BALTZER
m.baltzer@charentelibre.fr

Derrière son comptoir, ses jeux à gratter et sa caisse enregistreuse, Catherine Champion se sent bien seule depuis une semaine au tabac presse du Valois, boulevard Denfert-Rochereau à Cognac. Sur l'artère, les grands travaux ont débuté il y a trois semaines et la circulation est réduite à une voie depuis quinze jours.

> **À quoi ça sert d'avoir un beau boulevard si les boutiques en crèvent?**

La semaine dernière, le tabac presse du Valois a vu chuter son chiffre d'affaires de 60 %, y compris le samedi, journée phare de la semaine chez le buraliste installé en 2004. Photos Marc Baltzer

La buraliste le savait, c'est pourquoi elle a pris ses deux semaines de vacances annuelles fin août, pour rouvrir le 1er septembre. Dans l'espoir de retrouver ses clients malgré le chantier. C'est raté.
«Je suis ouverte depuis 6h30 ce matin, calculait-elle samedi soir. *J'ai vu 70 personnes et fait 1.000€ de chiffre d'affaires.»* Un samedi classique, c'est le double, assure-t-elle, preuve en main. *«Le 18 juillet, par exemple, c'était 149 clients et 2.770€, le double. J'ai perdu 60 %, ça fait sept jours que je ne vois plus personne. Si ça continue, on ne s'en relèvera pas.»*
Comme son époux Éric, elle savait bien qu'il y aurait des travaux jusqu'à mi-novembre. Mais pensait que les travaux seraient finis bien plus tôt, de son côté de la rue. Encore raté.

Le réseau des eaux pluviales est complètement pourri à cet endroit. Une découverte qui change la donne: le boulevard sera complètement fermé pendant la remise en état.

Mauvaise surprise pour la Ville

Ce lundi, il reste du boulot et la semaine dernière a même réservé une mauvaise surprise à la Ville, en charge des travaux.
«On a découvert que le raccordement des eaux pluviales était très abîmé, explique Jean-François Valegeas. *Il faut faire des travaux dans l'axe de la rue pour les réparer, on ne pourra pas maintenir la circulation sur une voie.»* En revanche, la mairie installera un parking provisoire côté centre-ville, afin de permettre aux clients d'accéder aux boutiques de la rue. Pas suffisant aux yeux des gérants du Valois, qui ont mis leur fonds de commerce en vente il y a quelques mois et craignent une dépréciation de sa valeur. Ils ont obtenu un rendez-vous avec le maire ce lundi matin, dans leur boutique. Les commerçants d'à côté devraient s'y rendre aussi, puisqu'ils ont également pâti des travaux. *«Le lundi matin, c'est un gros jour généralement,* rapporte Frédéric Goulin («Au secours mon ordi»). *Mais lundi dernier, il n'y a eu personne.»*
Dans le quartier, tout le monde convient que les travaux étaient nécessaires et *«qu'on y gagnera même des places de parking»,* reconnaît Catherine Champion. Mais elle assure que cette perte de clientèle, couplée aux taxes foncières de fin d'année, pourrait lui faire baisser le rideau. *«A quoi ça sert d'avoir un beau boulevard si les boutiques en crèvent?»,* s'interroge-t-elle face à l'un de ses rares clients de la journée.

La fuite

Aire de grand passage: l'agglo pense à Gensac

Le terrain convoité se trouve en limite de Châteaubernard, près des cuisines Gratacos et de la RN141. Photo M. B.

C'est l'ancien maire et élu d'opposition Jean-Claude Fayemendie qui a levé le lièvre au conseil municipal de Châteaubernard, jeudi soir. Visiblement bien informé, il a questionné le maire, Pierre-Yves Briand, sur le projet de construction d'une aire de grand passage aux portes de la ville. À Gensac, près des cuisines Gratacos, de la route de la Grue et surtout de la RN141. L'une des conditions nécessaires à cet équipement obligatoire depuis 2000, mais dont l'agglo n'a jamais réussi à se doter. Ce qui aboutit chaque été à l'occupation surprise de terrains par des convois de gens du voyage (à Gimeux, Gensac et Crouin, cette année).
Pierre-Yves Briand a confirmé et reconnu que le sujet avait provoqué *«un tollé»* auprès de certains de ses administrés.
Le président de Grand Cognac confirme aussi, pas ravi que les discussions en cours avec les propriétaires aient été rendues publiques. *«Ça complique toujours les choses»,* déplore Jérôme Sourisseau, tout en *«refusant de se dérober».*
Oui, l'endroit pourrait convenir mais non, rien n'est encore tranché. D'autant que *«nous avons un deuxième terrain en vue».* Dans quelle commune? *«Il n'est pas opportun d'en parler maintenant»,* ponctue Jérôme Sourisseau, qui marche sur des œufs. Tout en étant pressé par le temps puisqu'après 18 ans de stand-by, l'État s'impatiente et menace de se saisir du projet (lire *CL* du 7 juillet).

CONFÉRENCE

Faites entrer l'accusé jeudi aux Jardins de Louise à Châteaubernard. La maison de retraite «Les Jardins de Louise» organise une conférence animée par Vincent Bretagnolle, sur les grandes affaires criminelles et autres faits divers cognaçais, ce jeudi 13 septembre à 15h. Gratuit et ouvert à tous. Contact au 05 45 32 77 00.

L'Université inter-âges de Cognac dévoile son guide annuel

«*On repart pour une nouvelle année.*» Et avec le sourire et un très joli programme en stock, peut-on ajouter aux propos de Marie-Geneviève Tapon-Simon, la présidente de l'Université inter-âges de Cognac.
L'association proposera neuf conférences cette saison, une par mois un lundi jusqu'en mai (14h45) à La Salamandre, sur des thèmes toujours aussi éclectiques et menées par des intervenants de qualité.
La première se déroule aujourd'hui lundi, sur la grippe espagnole, sous la houlette de Dominique Breillat, professeur émérite de droit public et doyen de la faculté de Poitiers. Comme de tradition, elle sera suivie d'une brève assemblée générale des adhérents. La deuxième est fixée au lundi 8 octobre sur le thème «Manquerons-nous de métaux?», avec l'ingénieur géologue Jean-Pierre Baudelet. Le fanatisme, l'école, l'agriculture ou encore l'info sont parmi les autres thèmes.

Avec son équipe, Marie-Geneviève Tapon-Simon a concocté un nouveau guide de conférences. Premier rendez-vous aujourd'hui sur la grippe espagnole. Photo archives F. B.

Renseignements au 05 45 35 17 33.

L'école de basket rebondit au forum des associations

Ébranlée par la liquidation du CCBB, l'école de basket a survécu et servira de base au nouveau club. La nouvelle a enjoué l'Espace 3000.

Ce week-end au forum de Cognac, les basketteurs ont recueilli une trentaine de préinscriptions. Photos M. B.

Marc BALTZER
m.baltzer@charentelibre.fr

La bonne parole a commencé à se répandre samedi à midi, deux heures avant l'ouverture du 15e Forum des associations à l'Espace 3000, où 114 structures sont allées à la rencontre de leur public tout le week-end.

À la base plein air de Cognac, le président du jeune CBA (1), Hugues Lacroix, a rassuré une trentaine de parents avant le pique-nique d'ouverture de la saison.

«Nous avons trouvé les cinq éducateurs qu'il nous fallait, souffle l'ancien président du Cognac Charente Basket-ball (CCBB). *Toutes les équipes de jeunes seront pourvues, l'école va pouvoir repartir.»*

En face de lui, des parents d'abord soulagés par la nouvelle, puis dopés par la perspective de reprendre le chemin des entraînements, après des mois d'incertitude.

> **C'était difficile depuis quelque temps. Voir les gens nous soutenir, c'est réconfortant.**

«On a vécu un drôle d'été, quand même», rapporte Marie-Danièle Georget, dont le petit-fils joue en minimes. Entre la liquidation du CCBB, la difficulté de reconstruire une école en plein mois d'août, *«on a même pensé à changer d'activité, à un moment donné,* reconnaît celle que tout le monde surnomme «mamie» au club. *Qu'est-ce qu'on est contents de continuer!»*

«On n'avait pas le choix, de toute façon, embraye Loïc Julien, père d'un benjamin de l'ex-CCBB. *Avec 250 jeunes, les autres clubs n'auraient pas pu reprendre tout le monde si ça s'arrêtait.»*

Appel aux dons

Les finances sont toujours en tension, certes, mais *«on est optimiste pour l'année qui vient, c'est déjà ça»,* reprend Hugues Lacroix.

Car les recherches de partenaires vont bon train et un appel aux dons a été lancé sur leetchi.com (il suffit de taper le nom du club sur le site internet pour le trouver).

En quelques jours, 1.500€ ont été récoltés avec seulement 24 donateurs. Soit 63€ par personne, ce qui est plus qu'encourageant.

Une équipe d'éducateurs de compète, un budget en bonne voie... Autant de points positifs que les bénévoles du club se sont fait une joie de présenter au forum de l'Espace 3000, samedi et hier, en espérant retrouver les 250 inscriptions de l'an dernier. Hier soir, c'était plutôt bien parti avec une trentaine de préinscriptions, qui s'ajoutent à la cinquantaine de licences déjà signées. Et bien plus encore de sourires et de mots gentils, y compris de la part des autres associations. *«C'était difficile depuis quelque temps,* convient la bénévole Mélanie Delpit, aux anges. *Voir les gens nous soutenir, c'est réconfortant.»*

Le chiffre

4.500

À deux ou trois unités près, c'est le nombre de visiteurs au Forum des associations de Cognac, ce week-end. Samedi a été la plus grosse journée avec 2.526 personnes en cinq heures. Dimanche, de 10h à 17h30, la Ville avait compté un total de 4.000 entrées. L'an dernier, le forum avait attiré un peu plus de 5.000 visiteurs.

(1) Cognac Basket Avenir, l'association qui a repris les droits administratifs du CCBB après la liquidation de ce dernier en août.

CHERVES-RICHEMONT

L'accueil de loisirs fait le plein

Cherves-Richemont est repassé aux quatre jours d'école depuis la rentrée. Le conseil municipal a anticipé cette mesure en décidant d'ouvrir l'accueil de loisirs «La P'tite Pomme» toute la journée du mercredi de 7h30 à 18h30 avec déjeuner et goûter. Afin de rendre service aux familles et de permettre aux enfants de s'inscrire dans les sections sportives, des mesures ont été adoptées avec l'accueil le matin avec ou sans repas, ou l'après-midi avec ou sans repas. L'accueil est ouvert aux gamins habitant ou scolarisés dans la commune et âgés de 3 à 11 ans. Il dispose de 48 places, 24 pour les mômes de 3 à 5 ans et 24 places pour ceux de 6 à 11 ans. *«Pour ce mois de septembre, il est quasiment complet, mais les associations sportives n'ont pas toutes effectué la reprise»*, précise Stéphanie Renou, directrice de l'accueil de loisirs. L'équipe d'encadrement a quelque peu changé avec le départ de Nolwenn Pingaud à la médiathèque. Autour de Stéphanie exercent Alison, Amandine, Kelly et une Atsem de l'école maternelle.

Les projets à venir sont d'ores et déjà arrêtés: une sortie en gabare à Saint-Simon, les vendanges. Une sortie à la médiathèque est prévue une fois par mois pour les petits. Un projet musique ainsi qu'une sortie en extérieur sont également à l'étude, selon le budget alloué. En fonction du projet de l'école primaire, le «plan mercredi» pourrait être mis en œuvre pour renforcer la qualité des offres périscolaires.

Le règlement et les tarifs sont consultables sur cherves-richemont.com.

Mobilisation inédite pour le climat

Les marches pour le climat organisées samedi à Paris et à travers l'Hexagone ont entraîné une mobilisation jamais vue en défense de l'environnement.

L'association 350.org et les autres ONG qui avaient contribué à organiser l'événement ont revendiqué 115.000 participants dans toute la France, dont *«plus de 50.000»* à Paris, où la préfecture de police a comptabilisé de son côté 18.500 personnes.

«C'est la plus grande journée d'action pour le climat en France, c'est la preuve que les citoyens sont prêts à demander des comptes et des engagements aux élus qui nous entourent, après un été catastrophique au niveau climatique», a commenté Clémence Dubois, responsable des campagnes de 350.org en France.

La marche parisienne répondait à un appel citoyen lancé sur Facebook par Maxime Lelong, un journaliste de formation âgé de 27 ans, et futur papa, après la démission fin août de l'ex-ministre de la Transition écologique Nicolas Hulot.

Parmi les facteurs qui l'avaient poussé à jeter l'éponge, ce dernier avait regretté un manque de soutien populaire face aux enjeux environnementaux.

> **C'est la preuve que les citoyens sont prêts à demander des comptes et des engagements aux élus qui nous entourent [...].**

A Marseille, environ 2.500 personnes selon les organisateurs, et 700 selon la police, ont défilé dans une ambiance joyeuse et familiale.

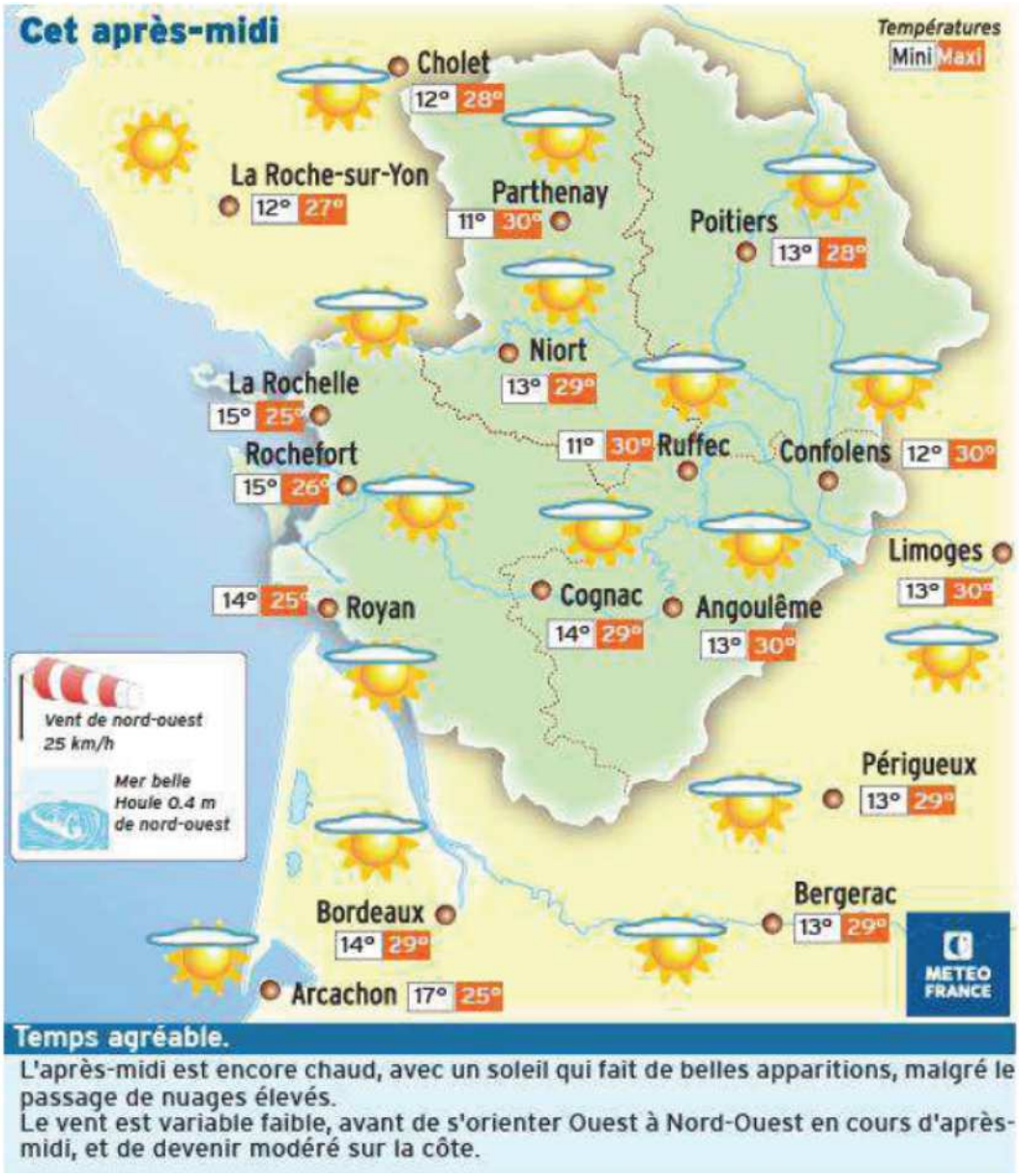
Photo AFP

«Cours Manu, la mer monte»

«Je vais être papa (d'un garçon) *en décembre, je veux qu'il ait une planète vivable»*, a plaidé ce samedi Maxime Lelong.

«Ne nous laissez pas brûler», *«Sous les pavés, la plage de Nicolas Hulot: merci à lui»*, ou encore *«Cours Manu, la mer monte»*: ces panneaux repérés au milieu de la foule, accompagnés parfois de dessins d'enfants, montraient que le message avait été reçu 5 sur 5 par les personnes venues défiler, souvent en famille ou avec des copains. Ces marches en France se sont greffées sur une campagne internationale d'action, «Rise for climate» (Debout pour le climat), qui a vu des milliers de personnes défiler samedi dans de nombreuses villes à travers le monde, pour exiger des gouvernements une action sérieuse contre le dérèglement climatique.

Un sommet sur le climat est prévu mi-septembre à San Francisco et la 24e conférence mondiale sur le climat, la COP24, commencera début décembre en Pologne.



Temps agréable.

L'après-midi est encore chaud, avec un soleil qui fait de belles apparitions, malgré le passage de nuages élevés.
Le vent est variable faible, avant de s'orienter Ouest à Nord-Ouest en cours d'après-midi, et de devenir modéré sur la côte.

Mardi

Royan	Cognac	Angoulême	Confolens
13° 30°	14° 32°	13° 32°	12° 32°

Mercredi

Royan	Cognac	Angoulême	Confolens
16° 29°	17° 32°	16° 32°	15° 32°

Jeudi

Royan	Cognac	Angoulême	Confolens
17° 25°	18° 27°	16° 27°	16° 26°

Vendredi

Royan	Cognac	Angoulême	Confolens
14° 23°	15° 25°	13° 25°	14° 23°

Samedi

Royan	Cognac	Angoulême	Confolens
12° 24°	13° 25°	11° 25°	12° 24°

Dimanche

Royan	Cognac	Angoulême	Confolens
12° 25°	12° 27°	11° 27°	11° 26°

Portable : les collèges débranchent

ÉDUCATION Votée cet été, l'interdiction du téléphone mobile dans les collèges est entrée en vigueur la semaine dernière sans remous. Elle paraît assez consensuelle

JULIEN ROUSSET
j.rousset@sudouest.fr

Le portable est désormais interdit dans tous les collèges de France. C'est une mesure dont l'adoption, cet été, a été très commentée dans les médias. Sur le terrain, elle est entrée en vigueur, la semaine dernière, sans difficulté aucune.

1 Que dit la loi ? Qu'il faut éteindre son portable

« L'utilisation d'un téléphone mobile par un élève est interdite dans les écoles maternelles, les écoles élémentaires et les collèges. » La loi a été promulguée le 3 août, pour une application immédiate. Elle interdit l'usage et non la possession d'un portable : il faut que le smartphone soit éteint et rangé. Gare aux élèves s'il vibre ou sonne en plein cours. C'est le règlement intérieur de chaque établissement qui fixe les sanctions en cas de manquement à la règle : heures de colle, devoirs supplémentaires ou confiscation de l'appareil, désormais légale. Jusqu'ici, la confiscation n'était autorisée que pour un objet dangereux.

La loi prévoit deux exceptions : le portable pourra être utilisé pour un usage pédagogique, ou par des enfants handicapés.

2 Une nouveauté ? Pas vraiment

Le portable était déjà, théoriquement, banni en cours. Depuis 2010, un article (L511-5) du Code de l'éducation interdit son utilisation pendant la classe. Mais il laissait la liberté au conseil d'administration d'autoriser le portable pendant la récréation, dans les couloirs... La règle était moins claire, et son application très variable.

3 Comment la loi s'applique-t-elle ?

La loi laisse chaque établissement choisir ses modalités d'interdiction.

« La règle la plus répandue, c'est que chaque élève, quand il arrive au collège, éteigne son portable »

Certains collèges, mais ils sont très minoritaires, ont mis en place des casiers où les élèves déposent leur portable le matin et le récupèrent à la sortie des classes. « Je ne connais pas d'établissements girondins qui aient choisi cette option. C'est compliqué de gérer ces casiers au quotidien, et un tel équipement a un coût pour le Conseil départemental. La règle la plus répandue, c'est que chaque élève, quand il arrive au collège, éteigne son portable », explique Nicolas Bonnet, principal à Blanquefort (33) et secrétaire départemental du Snpden, syndicat des chefs d'établissement.

Selon ses remontées du terrain, la mise en œuvre de l'interdiction depuis la rentrée lundi dernier n'a posé « aucun problème ». Il lui paraît important que la loi autorise les élèves à allumer leur portable pour des usages pédagogiques : « ce peut être un outil très intéressant, pour faire des photos, des vidéos, illustrer des exposés, rendre compte d'une sortie scolaire ».

4 Des adolescents très connectés

Très souvent aujourd'hui, le premier portable (ou smartphone) arrive avec l'entrée en sixième. 93 % des 12-17 ans ont un téléphone mobile, selon des chiffres établis en 2016 par l'Arcep, l'autorité de régulation des communications électroniques et des postes.

Bien que l'âge légal requis soit 13 ans, 63 % des 11-14 ans sont inscrits sur un réseau social (Facebook, Instagram...) selon une enquête réalisée en juin 2017 par la Commission nationale de l'informatique et des libertés, (Cnil) et l'association Génération numérique.

Le portable est évidemment utile pour chercher des informations ou pour appeler ses parents en cas de problème. Mais les méfaits de l'hyperconnexion sont connus : difficulté à se concentrer, à trouver le sommeil le soir, accès précoce aux sites pornographiques, cyberharcèlement... Si bien que le principe d'une interdiction au collège ne semble plus susciter, dans le débat public, d'opposition.

BLANQUER : « IL FAUT PROTÉGER »

Inaugurant la 70e Foire de Pau, samedi, le ministre de l'Éducation, Jean-Michel Blanquer, a revendiqué la généralisation de l'interdiction du téléphone portable, en cette rentrée. Ce qui ne l'empêche pas de prôner une « politique numérique ambitieuse ». « L'interdiction du téléphone portable à l'école et au collège devient maintenant une réalité pour tous les collèges de France. Cela fait partie de cette politique de discernement vis-à-vis des nouvelles technologies. Bien sûr, nous utilisons celles-ci, d'ailleurs il est possible d'utiliser le portable pour des questions pédagogiques. Mais nous voulons que les enfants soient protégés contre l'abus des écrans, contre le cyber harcèlement, la fréquentation des sites pornographiques. L'école est aussi là, avec les familles, pour les protéger. »

THOMAS LONGUÉ

« Surtout pour les jeux vidéo »

PAROLES DE COLLÉGIENS Le portable et eux : trois adolescents évoquent leur rapport au téléphone. Accros ? Non, pas vraiment

Carmen Lebreton, 11 ans, en cinquième à Bordeaux

« J'ai un portable depuis la sixième, je l'utilise surtout pour envoyer des messages à ma mère et à ma sœur, et pour les jeux vidéo. Je ne suis pas sur les réseaux sociaux. Je m'en méfie car j'ai été victime d'un canular il y a quelques mois sur whatsapp : on m'a fait croire qu'il y avait un problème avec la police, c'est un très mauvais souvenir... Le portable était déjà interdit dans mon collège, mais depuis l'entrée en vigueur de la loi, la semaine dernière, si un élève est vu avec un portable dans la cour de récréation, il est aussitôt confisqué et ce sont les parents qui doivent venir le récupérer chez le proviseur. »

Romeo Lansalot, 10 ans, en sixième à Bordeaux

« J'ai un téléphone depuis la fin du CM1. Mes parents ont accepté car je suis assez autonome et je passe beaucoup de temps à faire mille choses en centre-ville : je fais les courses, je fais du vélo dans le quartier, de la trottinette, je me promène avec les copains... Donc ça les rassurait que je sois joignable. En revanche, ils ont posé des limites claires : j'ai un accès limité à Internet, ils sont très vigilants sur les applis que je charge, et j'ai interdiction d'envoyer des SMS avec des erreurs d'orthographe ou des phrases mal construites. On parle beaucoup ensemble de mon usage du smartphone. J'ai un compte sur Instagram, mais je n'y vais quasiment jamais. Les réseaux sociaux, ça ne m'intéresse pas vraiment. À mon âge, le smartphone, c'est surtout bien pour les jeux vidéos. J'en ai 38 ! »

Marie Defoucault, 12 ans, en quatrième à Parentis (Landes)

« Je n'ai pas de téléphone portable. Je suis la seule dans ma classe à ne pas en avoir, ce n'est pas un problème pour moi. Je n'en ai jamais eu, donc je n'ai pas pris l'habitude d'en avoir un, ça ne me manque pas. Je n'ai pas de télévision non plus. À la maison, nous avons une tablette familiale, que nous partageons avec mes parents et ma sœur. J'ai le droit de l'utiliser à certaines heures le mercredi, le samedi et le dimanche, pour surfer sur Internet, mais si je charge une vidéo, je dois en parler avant à mes parents. J'ai un compte Snapchat, que j'utilise peu. Pour l'instant, les réseaux sociaux, ça ne m'intéresse pas. »

3 QUESTIONS À ...

Claire Balleys
Sociologue de la communication (1)

PHOTO DR

1 Y a-t-il une spécificité dans l'usage, par les adolescents, du portable ?
Il y a une spécificité liée au fait que l'adolescence est une période particulière : c'est le moment où on cherche à avoir des références identitaires, culturelles, amicales, autres que celles de ses parents. Dans cette recherche d'autonomie, les médias sociaux et les écrans connectés sont évidemment des outils importants pour l'adolescent.

2 Quel regard portez-vous sur l'interdiction du smartphone dans les collèges ?
D'un point de vue pragmatique, je comprends tout à fait qu'il soit compliqué de faire cours à des adolescents qui entrent en classe connectés à leurs appareils, donc reliés à un autre monde. Cette interdiction est en vigueur ici, dans plusieurs établissements du canton de Genève, et cela se passe très bien, de manière consensuelle. Mais je me méfie un peu des discours qui créent des catégories entre les « bons » et les « mauvais » usages », qui font des distinctions selon les tranches d'âge : quand un père de famille consulte ses mails professionnels à table, pendant le repas, ça ne pose pas de problème ; quand, pendant le même repas, un adolescent répond à un message sur snapchat, on trouve ça « intrusif », « addictif »... Au-delà des collégiens, la société entière gagnerait à prendre du recul sur ces usages. On parle beaucoup de l'hyperconnexion des jeunes, mais je travaille actuellement sur des enquêtes de terrain qui montrent que les adultes sont autant, voire plus, connectés que les adolescents. Si on considère que cette interdiction au collège clôt le débat sur l'hyperconnexion, on fait fausse route. Il faut plutôt réfléchir à un projet de société qui ménage davantage de « parenthèses de déconnexion », des lieux, des moments où le smartphone doit être éteint, quel que soit le profil des utilisateurs. En plus, il y a un enjeu d'exemplarité : il est difficile de faire la leçon aux adolescents, de les inviter à la modération dans leur usage du portable, si leurs parents passent leur temps les yeux rivés sur leurs téléphones

3 Comment expliquez-vous que cette mesure ait été très commentée par les médias étrangers cet été ?
Cette question traverse le monde entier. Ces outils sont devenus le prolongement de soi, des compagnons du quotidien. Quand on sort, on vérifie si on a bien le portable... Ça change énormément de choses dans notre façon de vivre ensemble.

(1) Professeure à la Haute école de travail social de Genève, Claire Balleys travaille sur la socialisation adolescente sur les réseaux sociaux.

L'heure de vérité pour Ferrand

ASSEMBLÉE Le président du groupe LREM part favori dans la primaire de ce matin pour le Perchoir. Mais il pourrait être accroché par deux candidates

BRUNO DIVE, RÉDACTION PARISIENNE
b.dive@sudouest.fr

François de Rugy n'a pas seulement été nommé ministre pour succéder à Nicolas Hulot. Il a aussi été choisi pour laisser libre la présidence de l'Assemblée nationale. Et pour la laisser de préférence à Richard Ferrand, actuel président du groupe LREM, qui convoite le poste depuis longtemps. Rugy l'écolo déplaisait en haut lieu par ses protestations contre le rythme de travail imposé aux parlementaires ou par son impuissance à empêcher la constitution d'une commission d'enquête sur l'affaire Benala et à sortir de l'ornière la discussion sur la révision constitutionnelle. Avec Ferrand, fidèle « marcheur » de la première heure et homme d'appareil, la maison sera mieux tenue, espère l'Élysée.

Mais il faudrait pour cela qu'il soit d'abord élu président de l'Assemblée nationale mercredi, ce qui ne constituera qu'une formalité s'il est désigné ce matin par les députés de La République En Marche, qui se réunissent en conclave à Tours.

Quel enjeu pour Macron ?

Or cet autre scrutin, qui aura lieu à bulletins secrets, pourrait être celui de tous les dangers pour Richard Ferrand. Trois autres candidats se présenteront, parmi lesquels deux candidates, l'ancienne secrétaire d'État Barbara Pompili, une proche de François de Rugy, et la députée de l'Isère, Cendra Motin. Le quatrième larron, Philippe Folliot, est un député du Tarn qui vient des rangs centristes.

A priori, Ferrand devrait être désigné par les troupes qu'il dirige depuis quinze mois, sans doute même au premier tour. Sa défaite serait un désaveu cinglant pour Emmanuel Macron, et replongerait le pouvoir dans une crise autrement plus grave que les affaires Benala ou Hulot.

C'est d'ailleurs la carte que jouent ses partisans : voter Ferrand, c'est voter Macron. Or le groupe, qui ne procède que du président de la République, est par nature légitimiste. Mais le député du Finistère pourrait souffrir de deux handicaps : d'une part, plane toujours au-dessus de lui la menace d'une mise en examen dans l'affaire dite des Mutuelles de Bretagne, qui lui avait valu d'être écarté du gouvernement après les élections législatives de juin 2017.

> Avec Ferrand, fidèle « marcheur » et homme d'appareil, la maison sera mieux tenue, espère l'Élysée

D'autre part, un fort désir de renouvellement et de féminisation émane des députés de base, dont près de la moitié sont des femmes. Or Ferrand, qui a fait ses débuts au cabinet d'Henri Emmanuelli et qui a été élu député PS en 2012, n'incarne ni l'un ni l'autre. Son élection à la présidence du groupe, qui avait pourtant eu lieu à mains levées fin juin 2017, avait été contestée en interne pour ces deux raisons.

Lui met en avant son expérience, qui est réelle. Mais Barbara Pompili, également députée depuis 2012 et qui a été présidente de groupe (Europe Ecologie), peut faire valoir le même argument... au féminin. Les quatre plus hautes fonctions de la République (Élysée, Matignon, Sénat et Assemblée) sont en effet toutes occupées par des hommes.

Une autre compétition

Tout cela fait que sa probable désignation ce matin pourrait ne pas être pour Ferrand une élection de maréchal... Son accession au Perchoir ouvrirait en tout cas une autre compétition pour le remplacer à la présidence du groupe. Si aucun candidat (ni aucune candidate) ne s'est encore déclaré, les postulant(e)s sont nombreux, même si le favori est un proche de Ferrand, le député de Paris Gilles Le Gendre. Autant dire que ces journées de Tours s'annoncent tendues.

Richard Ferrand, chef de file des députés LREM au Palais-Bourbon, convoite le poste de président de l'Assemblée nationale depuis longtemps. ARCHIVES/GERARD JULIEN/ AFP

LA RENTRÉE POLITIQUE D'ALAIN JUPPÉ

Deuxième édition ce week-end des Vendanges de Bordeaux, rassemblement des amis politiques d'Alain Juppé.

Autour de lui, Jean-Pierre Raffarin, Dominique Bussereau, la sénatrice Fabienne Keller, le député Franck Riester ou encore Maël de Calan, qui publie « La tentation populiste, où va la droite ? ». Autant de responsables en rupture des Républicains, qui constatent que nombre d'idées d'Alain Juppé sont reprises par le pouvoir, pendant que le fossé ne cesse de se creuser avec les Républicains.

Lors de ces Vendanges, Alain Juppé et ses proches ont clamé qu'hors de l'Europe, point de salut. « Nous voulons sauver l'Europe » attaquée de toutes parts, a répété Jean-Pierre Raffarin. Lors des élections de mai 2019, les juppéistes soutiendront les listes les plus europhiles.

Ils ont par ailleurs réitéré la « bienveillance vigilante » accordée à Emmanuel Macron lors des précédentes Vendanges.

CINQ CLÉS **POUR COMPRENDRE**

le Conseil de développement de l'Ouest Charente

Cette instance méconnue traite pourtant de sujets de proximité. Son nouveau président entend l'ouvrir encore plus au grand public

Christophe Bayle, nouveau président du Conseil, avec Bernard Mauzé, président du Pôle territorial Ouest Charente. ARCHIVES J.G.

1 Une instance méconnue sur le territoire

Ville, intercommunalité, Département, Région. Pour un quidam, dur de s'y retrouver dans ce mille-feuille administratif. Surtout que ce groupe méconnu s'intercale entre ces couches. C'est le cas des Conseils de développement. Ils constituent des instances de démocratie participative. Ces assemblées, constituées de membres bénévoles issus de la société civile jouent un rôle de consultation et de proposition sur les orientations majeures des politiques publiques locales.

2 La particularité de l'Ouest Charente

Les Conseils de développement sont obligatoires dans les intercommunalités de plus de 20 000 habitants. Grand-Cognac en comptant 80 000, ce seuil est largement dépassé. Mais l'originalité tient surtout au fait que le Conseil de développement territorial de l'Ouest-Charente/Pays du cognac est à cheval sur deux instances : la Communauté de communes du Rouillacais et l'Agglomération de Grand-Cognac.

3 Grand-Cognac va profiter du conseil

Disons le tout net : jusqu'à présent, le Conseil ne jouait pas un rôle déterminant dans les politiques publiques. La donne pourrait bien changer. Car Grand-Cognac a décidé de collaborer plus étroitement avec ledit Conseil. « Nous allons d'abord lui fournir une aide matérielle, annonce Jérôme Sourisseau, président de l'Agglo. De plus, nous souhaitons mieux prendre en compte les remarques. Il y a des idées nouvelles, originales, innovantes, auxquelles les élus ne pensent pas toujours. On a besoin de cette parole, car Grand-Cognac fonctionne souvent uniquement entre élus. »

4 L'appel à contribution des habitants

À la tête du Conseil de développement, Jacques Vian a cédé la place à Christophe Bayle en décembre. Le nouveau président rappelle l'intérêt de cette instance : « Nous mettons en relation des personnes intéressées par la chose publique avec les élus. L'idée est de travailler de concert, dans un esprit de démocratie participative. Ce partenariat noué avec Grand-Cognac est fondamental. » Christophe Bayle explique l'apport que pourrait avoir le Conseil : « L'Agglomération est une instance non-élue au suffrage direct. Donc il faut s'interroger sur la façon dont la population entend parler de son activité. Il faut comprendre les codes. » Le nouveau président lance donc un appel pour recruter des membres. « On ne recherche pas des gens omniscients mais qui pourraient apporter leurs compétences. C'est là où l'on va discuter de l'endroit où l'on vit. » Une assemblée générale extraordinaire se tient le 28 septembre à 18 heures à la Salamandre, à Cognac.

5 Des travaux et des projets

L'Agglomération entend donc faire participer le Conseil sur deux points en particulier : l'urbanisme (puisqu'un nouveau plan d'urbanisme est à l'étude à Grand-Cognac) et la jeunesse. Par ailleurs, l'instance consultative poursuivra son Prix du développement durable.

Jonathan Guérin

Le Samu charentais monte au créneau

CHARENTE Épinglé par le magazine « Le Point », parmi « 81 centres d'appel du Samu » en France dans un article intitulé « Quand le 15 ne répond pas », le Samu 16 conteste l'interprétation des chiffres publiés. Dans le palmarès des mauvais élèves, le Samu 16 est classé en 26e position sur 94 (« du pire au meilleur »), néanmoins bien avant le Samu parisien, deuxième derrière Pointe-à-Pitre. Un classement qui se base sur les données de la statistique des établissements de santé. Selon « Le Point », le taux brut d'appels décrochés en Charente est de 82,11 % et de 66,5 % en moins d'une minute. Selon le Samu 16, 96,50 % des personnes appelant le 15 ont eu en ligne un assistant de régulation médicale en moins d'une minute et 70,52 % en moins de 20 secondes.

Selon les Charentais, les appels non décrochés montrés du doigt sont « des appels raccrochés par l'appelant lui-même ».

Sujet particulièrement sensible, depuis l'affaire Naomi Musenga, cette jeune femme décédée à Strasbourg après une prise en charge insuffisante du Samu.

Les pépiniéristes parés à produire plus

VITICULTURE La corporation poursuit une démarche quantitative et qualitative pour faire face aux besoins de la filière du cognac

PHILIPPE MÉNARD

Métier de l'ombre dans la filière du cognac, les pépiniéristes étaient à l'honneur, jeudi. Ils inauguraient une unité de traitement des plants à l'eau chaude, dans un bâtiment construit à côté de « l'ampélopôle » du Conservatoire du vignoble charentais. Le projet a coûté 345 000 euros, abondé par 70 % d'aides publiques. Il a notamment profité de la générosité de l'Agence de l'eau, qui a versé 170 000 euros dans le cadre du plan « éco-phyto ». Le reste de l'investissement a été assuré par les pépiniéristes eux-mêmes. « Il y a eu un élan collectif, 36 sociétés, représentant 85 % de la production régionale, ont adhéré au groupement d'entreprise », salue François Bodin, le président du GIE.

L'enjeu est fort, souligne celui qui préside aussi le syndicat des pépiniéristes viticoles de la région du cognac. Il s'agit de prémunir les plants de la flavescence dorée, via un passage de 45 minutes dans l'eau chaude. « Cette technique répond aux attentes environnementales », pointe François Bodin. Il existe une vingtaine de machines de ce type en France, mais seulement quatre assurent des prestations collectives, à Bordeaux, dans l'Aude et en Saone-et-Loire, et désormais à Cognac.

François Bodin devant la cuve où les plants de vigne passeront 45 minutes dans une eau à 50 degrés. PHOTO P.H.M.

Un millier d'hectares par an

Les pépiniéristes charentais doivent allier la qualité et la quantité. « Depuis 2009, on bat des records de production tous les ans », rappelle François Bodin. En 1990, la corporation produisait 15 millions de plants, elle était tombée à 5 millions entre 1998 et 2002 avec la crise du cognac. L'an dernier, elle pointait à 25 millions de plants, dont 21 d'ugni blanc, le cépage du cognac. La région a besoin de sa réactivité pour étendre son vignoble. « On peut augmenter notre capacité de 2,5 à 3 millions de plants par an, soit le potentiel pour 1 000 hectares », précise François Bodin. Le syndicat s'inscrit aussi dans la mise en place d'une « marque collective de certification » française, gage d'une traçabilité et d'une qualité des plants de vigne.

Les associations face à la cure d'austérité

SUBVENTIONS
Le budget 2019 sera difficile à boucler pour beaucoup de structures

PHILIPPE MÉNARD
p.menard@sudouest.fr

Michel Gourinchas a préparé les esprits dans son interview de rentrée (« Sud Ouest » du 4 septembre). Il manque 1 million d'euros pour boucler le budget 2019, le maire ira en chercher une partie dans l'enveloppe dédiée aux associations. Réactions glanées en marge du forum des associations, ce week-end.

Démonstration de judo, samedi au forum des associations. Passé sous l'égide de l'Agglo de Grand-Cognac, le club échappera à la baisse des subventions municipales. PHOTO PH.M.

1 Gaëtan Brochard, West Rock « L'effort n'est pas collectif »

« Avant 2011, on était à 65 % de financements publics, on est passé à 33 %. On doit aussi prendre en charge des frais nouveaux. Notre prestation pour la Fête de la musique nous a coûté 8 000 euros, sans contrepartie. Tout compris, le financement de la Ville a baissé de 35 à 40 % en dix ans. Nous avons bien fait d'anticiper, en 2011, en allant chercher d'autres ressources. Si non, on ne serait plus là. Mais cette baisse va plus vite que notre capacité à trouver des ressources supplémentaires. En 2019, on va devoir baisser l'activité. On jongle, on a toujours jonglé, mais ça commence à faire beaucoup. J'aimerais qu'il y ait une espèce de plan associatif, une réflexion collective. Comment faire face quand on a une collectivité qui a moins d'argent ? Je suis pour un principe de solidarité, d'équité. Aujourd'hui, l'effort n'est pas collectif. »

2 Nelly Chauviré, centre d'animation : « Il faut que ça tourne un peu »

« Cela me désole. On a déjà été pas mal touché par les baisses de subventions. On est passé de 123 000 euros en 2010 à 69 000 euros depuis 2016. On a aussi perdu un poste et demi mis à disposition, soit 37 000 euros. On a fait des efforts, mais on a aussi des obligations par rapport à nos salariés. Je ne sais pas comment on va faire, cela fait deux ans qu'on est déficitaire. On nous demande d'être compréhensifs. Mais il faudrait peut-être que ça tourne un peu. Si l'on regarde la situation dans sa globalité, quel devenir pour les associations ? Que veut-on faire au niveau culturel et sportif ? L'offre va perdre en qualité, cela va jouer sur l'attractivité de la ville. »

3 Patrick Richard, Aserc : « On cherche des solutions »

« On est prévenu. Ça ne veut pas dire que ça va être une catastrophe nationale. Tout le monde cherche de l'argent, nous, eux… Bien sûr, on n'est pas content, mais on fera avec. Jusqu'à présent, quand il y a eu des baisses, on a eu droit à un "traitement de faveur", avec une baisse plus modérée. L'Aserc travaille dans un domaine spécifique. Si on est en difficulté, c'est toute la ville qui en pâtit. Ce n'est pas le moment d'aller mettre le feu. On se retrouve dans une tension au niveau du personnel. On a le minimum du minimum pour faire tourner les centres sociaux. On cherche des solutions, on va y arriver. Le principal, c'est de toujours pouvoir apporter des services à la population, et que la population trouve ce dont elle a besoin chez nous. »

4 Lydia Dussauze, LEC : être informé rapidement

« On espère bien ne pas être concerné. On attend d'en savoir un peu plus. Jusque-là, la mairie a été globalement généreuse avec Littératures européennes. On espère être informé le plus tôt possible, en particulier par rapport à nos deux salariés. »

5 Nicole Cornibert, Eurociné : « On fera avec »

« La municipalité apporte la moitié de notre budget, 8 000 euros. On fera avec ce que la Ville va nous donner. L'activité ciné-club s'équilibre presque. Ce sont les soirées spéciales avec des invités qui coûtent cher. On sera amené à les réduire. »

300 000 € À TROUVER

« J'ai passé une bonne partie du week-end au forum des associations, personne ne m'a interpellé sur le fait que les subventions allaient baisser », confiait Michel Gourinchas hier. Pour le maire, « les associations sont conscientes de la situation de la Ville. » Il entend épargner 300 000 € sur un budget d'1,2 M€, soit 25 %. Qui va trinquer ? Les arbitrages ne sont pas tranchés. « En octobre, on y verra plus clair. On va les rencontrer. » Du côté du sport, les « gros » clubs dépendent de l'Agglo. « C'était l'un des arguments qui nous a incités à nous regrouper, pour avoir plus de poids », note Christian Marchand, président du Judo Club de Grand-Cognac. Et l'enveloppe des « petits clubs reste modeste. Le social ? Attention à ne pas « trop baisser la garde » dans les quartiers, juge le maire. Le gros effort risque donc de porter sur le secteur culturel.

LE PIÉTON

A vu l'Espace 3 000 bourdonner ce week-end. Dans la grande ruche associative, beaucoup de clubs proposaient des démonstrations. Ce qui pouvait donner lieu à des jolies scènes comme cette fillette poids plume qui s'attaquait au mannequin du club de savate française. Même pas peur, et pif, dans le menton, et paf, un coup de patte dans les côtes !

PHOTO PH.M.

doizon
PREMIER FABRICANT FRANÇAIS
PORTES OUVERTES
14 & 15 SEPT.
DE 10H - 18H
EXPOSITION PERMANENTE
Constructeur de garages d'abris de jardin & d'auvents
Ouvert les lundis, mercredis & vendredis de 14h30 à 18h
Claude BOUR
48, bd de Javrezac - COGNAC
05 45 35 28 01 - www.doizon.com

Un BTS qui recommande le portable en cours

JEAN-MONNET Il y a dix ans, le BTS « assistant de direction » se muait en « assistant de manager ». Il mue aujourd'hui en « support à l'action managériale » (SAM). Ce n'est pas un simple changement de nom, comme l'Éducation nationale en a le secret. « Le métier a évolué. Désormais, un manager n'a pas forcément besoin d'assistant, il gère lui-même ses mails par exemple », relèvent Bernadette Boquet et Céline Rolin, les enseignantes en charge de cette formation au lycée Jean-Monnet à Cognac. Le poste consiste à jouer « l'interface » entre différents responsables, en faisant preuve de « souplesse et de réactivité ». L'enseignement a été revu, intégrant « la digitalisation » à tous les étages. Voilà un cours où l'usage du « smartphone » est non seulement recommandé, mais obligatoire ! La formation met aussi l'accent sur la maîtrise du français et de l'anglais, les stages et la relation avec les entreprises, avec l'appui du Centre des jeunes dirigeants. Jeudi, le référentiel a été présenté aux professionnels qui apportent leur contribution.

Des professionnels apportent leur expérience au BTS. PH. P. M.

CHERVES-RICHEMONT

La P'tite Pomme a fait le plein

L'accueil de loisirs du mercredi a repris son service le 5 septembre pour une cinquième année. Avec le retour de la scolarité à quatre jours par semaine, la P'tite Pomme est ouverte de 7 h 30 à 18 h 30. Elle accueille les enfants de 3 à 12 ans, dont les familles habitent dans la commune.

Le nombre de places est limité à 48. « Pour le premier jour, il y avait 41 enfants, mais la semaine prochaine (cette semaine, NDLR), ils seront 47. Il y a, cette année, une quinzaine de nouveaux inscrits qui découvrent le fonctionnement de la structure. » La directrice, Stéphanie Renou n'a aucun souci de remplissage : mois par mois, les 30 familles inscrites doivent préciser la présence effective de leur enfant pour chaque mercredi. Des accueils à la mi-journée sont possibles, permettant la participation à d'autres activités.

Le premier mercredi de la P'tite Pomme, avec Allison, sur le terrain de sport. PHOTO P. B.

Animations variées

Quatre animatrices permanentes assurent l'encadrement de l'accueil de loisirs. Aux côtés de Stéphanie Renou, dûment diplômée, il y a Kelly, Allison et Amandine, et deux Atsem (agent territorial spécialisé des écoles maternelles), Cécile et Viviane. Un roulement permet d'assurer un service cohérent et efficace, avec le plein de personnel à cinq intervenantes entre 9 et 17 heures.

Mercredi dernier, la journée ensoleillée a permis des jeux de motricité pour les plus petits (3/6 ans), et des activités sportives sur le stade. Par la suite, il est prévu un partenariat conte-lecture avec Nolwenn à la médiathèque le mercredi matin pour les plus jeunes. Un projet musique avec présentation d'instruments est dans les tiroirs. Il y aura des sorties à la journée entière pour l'ensemble des enfants : gabare à Saint-Simon, vendanges à Cherves… Pourquoi pas la Vallée des singes, et d'autres destinations alléchantes, si le budget le permet.

Pierre Barreteau

SAINT-SULPICE-DE-COGNAC

La décharge à ciel ouvert irrite toujours les voisins

Le site ressemble à un capharnaüm, mais semble exister en toute légalité. PHOTO COLETTE GUINÉ

Ça grogne toujours du côté de Saint-Sulpice-de-Cognac. Une décharge à ciel ouvert gâcherait la vie des voisins. Nous sommes en plein centre-bourg, à quelques mètres des services techniques de la mairie, et à deux pas du terrain de football.

L'affaire ne date pas d'hier, mais elle a été évoquée de nouveau au conseil municipal du 4 septembre. Avec cette question : qui est responsable ? Le maire, Dominique Souchaud, estime qu'il ne dispose d'aucun pouvoir pour obliger son propriétaire à la supprimer, dans la mesure où il s'agit d'un terrain public.

Peu esthétique

Chez les riverains, cette réponse ne passe pas. Ils dénoncent le côté peu esthétique du lieu. De plus, certains indélicats trouvent plus commode d'y jeter leurs ordures, plutôt que de rejoindre les déchetteries de Cognac ou Burie. « J'ai fait en sorte de fermer l'accès pour éviter que les gens ne déposent des saloperies », se défend Jean-François Macoin, propriétaire du lieu. D'ailleurs, il a même fait venir un camion de Veolia pour récupérer les dépôts d'ordures sauvages. Et son activité de machand de bois nécessite d'avoir un terrain de stockage.

De son côté, la municipalité indique que c'est aux riverains de porter plainte si des irrégularités sont constatées. Peut-être pas de quoi faire revenir la bonne humeur au village.

C. G. et J. G.

Des travaux à Saint-Sulpice-de-Cognac

Le conseil municipal de mardi comportait des sujets relativement récurrents comme celui des travaux dans les anciennes écoles, celle des filles où ils se poursuivent malgré l'entrée des locataires prévue le 13 août mais reportée début septembre. Les travaux de rénovation chiffrent autour de 26 151 euros. Le loyer pour le T4 sera de 520 euros par mois. Toujours à l'école de filles, le logement annexe du T4 est un studio dont le rez-de-chaussée est composé d'une pièce de vie de 30 m² plus un étage mansardé avec Velux où se trouvent la chambre et les commodités. Le loyer hors charges est fixé à 350 euros.

Le maire Dominique Souchaud a ensuite abordé l'aménagement de l'ancienne école de garçons en T4 ; un aménagement chiffré aux environs de 98 472 euros. Il se compose de trois chambres, d'une cuisine aménagée ouvrant sur une pièce de vie et d'une cour, le tout pour un total de 90 m² et un loyer voté à 600 euros par mois. La disponibilité de ce logement devrait être le 1er novembre 2018.

L'ancienne école de filles, dont le T4 occupe la partie gauche et le studio la partie droite. PHOTOC.G.

Ancienne mairie

Le maire a poursuivi en évoquant la location de l'ancienne mairie pour laquelle il conviendrait de remplacer les fenêtres, de procéder à une isolation de la toiture, de revoir le chauffage, etc. Des travaux qu'il évalue autour de 12 000 euros pour un loyer de 450 euros par mois sans la pièce de l'ex-salle de conseil municipal pour laquelle il conviendrait de rajouter 50 euros, soit 500 euros le tout.

De nombreuses oppositions se sont manifestées : trop près de la salle des fêtes, trop de travaux, n'est pas équipée pour un logement etc. Après des échanges, il a été décidé de procéder à un vote qui a rejeté cette proposition par cinq voix contre, deux abstentions et quatre voix pour.

A ensuite été évoqué la démolition de l'ex-logement Pijassou et la couverture des puits de carrière. Dominique Souchaud a expliqué que la somme de 100 000 euros allouée par les services de l'État est insuffisante et qu'il n'est pas question que la municipalité finance le complément. Une nouvelle consultation des entreprises sera lancée.

Autre problème à l'ordre du jour : le Sivu (syndicat intercommunal à vocation unique) de restauration dont le personnel sera réparti entre les communes de Javrezac, Cherves et Saint-Sulpice au 1er janvier 2019.

Le temps de la vente des bâtiments est venu. Une annonce sera passée dans une revue spécialisée hôtellerie et restauration.

Colette Guné

Carolles Mordelles et Quentin Delages invitent les Castelbernardins à danser. PHOTO SANDRA BALIAN

Un duo pour renouer avec la danse

CHÂTEAUBERNARD Envie de vous épanouir sur une piste de danse ? Le duo plein d'humour et de bonne humeur Carolles Mordelles et Quentin Delages reprend du service salle Sainte-Thérèse, 47, route de Barbezieux, tous les mardis soirs dès demain au sein de l'association Mille Voltes. Des danses en ligne à 19 heures, un cours débutant à 20 heures suivi d'un cours réservé aux danseurs confirmés à 21 heures, tel est le déroulé hebdomadaire de la saison qui s'ouvre. Séance d'essai gratuite aux trois cours successifs. Renseignements au 05 45 32 36 55 ou au 07 81 92 15 53 ou au 06 99 69 22 99 ou par mail : millevoltes@laposte.net.

CHÂTEAUBERNARD

Pétanque : championnat interclubs de Charente. Le club Châteaubernard-Grand Cognac pétanque accueillera les rencontres qualificatives à la finale du championnat interclubs de Charente demain, dès 14 h 30, au boulodrome des Quillettes. Dix équipes sont attendues. Compétition ouverte au public. Entrée libre et gratuite.